

Recensions

Jean-Paul II tombeur du communisme ?

LE «PAPE des Droits de l'Homme» a-t-il été le «tombeur du communisme» ? Cette thèse, défendue par les médias lors de la mort de Jean-Paul II (l'expression «tombeur du communisme» figure dans une dépêche de l'Agence France-Presse du 13 avril 2005), a été reprise de façon différente par trois livres récemment parus.

— Dans *Le KGB au cœur du Vatican*, les époux Pierre et Danièle de Villemarest étudient la façon dont Moscou s'est employé à infiltrer l'Église catholique. Les auteurs s'attardent au passage sur le rôle qu'aurait joué Jean-Paul II dans la chute des régimes communistes est-européens.

— Dans *L'accord de Metz, ou pourquoi notre Mère fut muette*, Jean Madiran s'attarde sur un aspect bien particulier des relations entre l'Église et l'URSS : le pacte de Metz (1962), par lequel Jean XXIII engagea le concile Vatican II dans la non-condamnation du communisme. A la suite de Pierre et Danièle de Villemarest, Jean Madiran présente Jean-Paul II comme le premier pape à contourner ce serment et comme le principal responsable de la chute du communisme.

— Dans *Le pape qui fit chuter Lénine*, enfin, le journaliste Bernard Lecomte jette un coup d'œil sur chacun des anciens pays satellites du bloc soviétique. Il y étudie l'écroulement de l'ancien système communiste, et, par un tour de force parfois inouï, tente d'y percevoir à chaque fois la main de Jean-Paul II.



☞ *Le KGB au cœur du Vatican*

Le KGB au cœur du Vatican est le 28^e livre de Pierre de Villemarest, écrit en collaboration avec Danièle, son épouse. L'écriture de ce «Dossier» de 320 pages (réparties en 19 chapitres et vingt pages d'annexes) a été rendu possible grâce à l'ouverture furtive des archi-

ves du KGB en 1991-92 et grâce aux archives personnelles des auteurs ¹.

1 — Pour une bio-bibliographie de Pierre de Villemarest, voir : Félix CAUSAS, «Pierre Faillant de Villemarest», *Sous la Bannière*, n°128, novembre-décembre 2006, 18260 Villegenon, p. 19.

Disons-le d'emblée, le livre est dense et d'une lecture peu aisée pour les non-initiés. Des noms ou des allusions à des faits inconnus aux profanes surgissent parfois, qu'on a du mal à situer géographiquement et chronologiquement. La logique entre les parties, et même entre certains paragraphes, est parfois difficile à cerner, et l'on regrette l'absence générale de références précises permettant de vérifier les faits allégués. Mais il est vrai que les auteurs ont bénéficié de sources ne pouvant toutes être citées.

Coup d'œil dans les archives du KGB

Le premier chapitre fournit un petit lexique d'agents soviétiques ayant travaillé sous pseudonyme, et s'attarde surtout sur Nikodim (1929-1978), archevêque orthodoxe russe qui participa au concile Vatican II et y contra la résistance au communisme... avec le succès que l'on connaît. Quelques années plus tard, en 1978, il mourut dans les bras du pape Jean-Paul I^{er} 1. On sait que ce Nikodim, métropolite de la Biélorussie et de Léningrad, était agent du KGB. Il ne cessait de sillonner le monde, affirmant dans les différentes réunions œcuméniques auxquelles il était invité qu'aucun croyant ne subissait de persécutions en Russie.

1 — Vladimir VOLKOFF a rédigé un roman (*L'Hôte du pape*, 2004) autour de cette scène. Pour rester au plan historique, voir, sur Mgr Nikodim, Frère FRANÇOIS DE MARIE DES ANGES, *Toute la Vérité sur Fatima*, tome IV, *Jean-Paul I^{er} le pape du secret*, Saint-Parres-lès-Vaudes, La Contre-Réforme catholique, 2003, p. 398-404.

La Tcheka sur le front anti-religions

Le deuxième chapitre souligne la tactique adoptée pour la lutte anti-religieuse en Russie, à partir des années 1920. Ne venant pas à bout des croyants par la terreur, la police politique – la tristement célèbre Tcheka, ancêtre du KGB – décide, à partir des années 1920, de détruire l'Église orthodoxe de l'intérieur, en imposant une nouvelle hiérarchie, à la botte du pouvoir politique. A partir des années 1930, la fascination pour le communisme qu'éprouvent les socialistes et libéraux du monde entier facilite le travail du Kremlin. Le rôle que la Russie s'attribue dans la lutte contre le nazisme vient ensuite renforcer cette fascination. Une fois l'Église orthodoxe sous contrôle, Moscou élargit son action de pénétration aux Églises occidentales. Un séminaire secret forme à Lvov, en Pologne, de faux prêtres catholiques, dont la cible principale est le Vatican. Soumis à cette offensive, le Vatican devient rapidement un nid d'espions, dont l'un des principaux moineaux est Georg Elling, agent du SD (service secret du parti nazi); celui-ci engage Kurtna, interprète connu au Vatican, qui devient un des meilleurs agents de Moscou en Italie et au Vatican. Pris en flagrant délit, Kurtna verra le futur Paul VI intervenir en sa faveur 2 !

2 — Voir également, sur cette affaire, Frère MICHEL DE LA SAINTE TRINITÉ, *Toute la Vérité sur Fatima*, tome III, *Le Troisième Secret (1942-1960)*, Saint-Parres-lès-Vaudes, La Contre-Réforme catholique, 1994, p. 299-305.

Le communisme dans les fourgons de l'armée américaine

Un long intermède politique présente ensuite la situation à laquelle Rome doit faire face au sortir de la guerre. Les commandants militaires en Sardaigne, en Sicile et au sud de l'Italie ont donné le gouvernement provisoire à la mafia italienne, qui en a profité pour tisser sa toile. Les communistes, grâce à Donald Downes et plus tard à son second, Peter Thompkins, ont aussi été introduits dans les rouages administratifs de l'Italie. Quant à la franc-maçonnerie, elle s'emploie à garder le contrôle de la démocratie italienne.

L'affaire Pax

Le groupe *Pax* est fondé en 1945 par le général Serov, chef des services secrets soviétiques, avec mission de s'infiltrer dans toute l'Église catholique à partir de la Pologne. Son but est de mettre le catholicisme au service de la Révolution internationale, ou, tout au moins, d'en affaiblir la force de résistance. Il emploie un réseau d'agents postés dans toute l'Europe occidentale et un relais d'intellectuels et de publications d'apparence chrétienne. Les agents de Pax sont essentiellement des communistes infiltrés dans les ordres religieux, des prêtres apostats passés au service du communisme – par conviction, ou par suite d'un chantage sur leurs mœurs –, ou en-

core des journalistes ambitieux à qui l'on promet une rapide promotion ¹.

Le livre s'attarde également sur la trahison des jésuites qui, malgré leur vœu spécial d'obéissance au pape, organisèrent la subversion dans bon nombre de pays et se rebellèrent ouvertement contre l'autorité papale lorsqu'elle voulut remettre de l'ordre chez eux. (On peut penser que, vu la réputation dont il jouit, l'ordre des jésuites fut particulièrement visé par les tentatives d'infiltration communistes.)

Théologie de la Libération

Le livre défend ensuite la thèse selon laquelle les rapports de l'Église avec les communistes auraient changé du tout au tout avec l'arrivée de Jean-Paul II. Prisonnier du « pacte de Metz », le pape polonais aurait essayé de le contourner par ses multiples voyages. (Nous examinerons cette thèse dans la recension suivante.) C'est l'époque où des révolutionnaires sandinistes soutenus par des jésuites en armes arrivent au pouvoir au Nicaragua. Dans de nombreux pays d'Amérique du Sud, les prélats soutiennent ouvertement les communistes, tel l'évêque de Guernavaca qui, en chaire, déclare en brandissant le poing : « *Estoy marxist* ».

1 — Sur le groupe « Pax », voir la brochure *L'affaire Pax en France*, (supplément au n° 86 d'*Itinéraires*). On notera que le budget de Pax fut doublé au moment du Concile (voir *Itinéraires* 79, p. 55-57). Le groupement contribua aux attaques lancées à cette époque contre la Curie romaine (voir *Itinéraires* 88, p. 14-18).

La Stasi s'investit en Pologne

La situation de l'hiver 1978-79 est l'une des plus tendues qu'ait jamais vécue le Politburo soviétique : tous les mouvements d'opposition polonais (même trotskistes et maoïstes) s'unissent contre le gouvernement de Varsovie. Ce rassemblement aboutit, en 1980, à la création de Solidarnosc (fédération de syndicats polonais). Les polonais sont d'autant plus déterminés à se libérer du carcan soviétique qu'un pape polonais comprend et approuve leur combat. La visite de Jean-Paul II en Pologne, au mois de mars 1979, conforte les Polonais dans leur combat. Mais Solidarnosc est contrôlé par la police, ainsi que par différents services secrets, qui poussent en avant un certain Lech Walesa ; le KGB pense que, suffisamment tenu, il sera ouvert à certains accommodements. Walesa devient un véritable mythe et Solidarnosc se développe jusqu'à l'arrivée au pouvoir du général communiste Jaruzelski, qui décrète la loi martiale. Le pape intervient en coulisse ; il obtient de Walesa la suspension des grèves en vue d'empêcher une intervention armée en Pologne. Selon les auteurs du livre, cette action du pape signe son arrêt de mort, et, dans l'ombre, se prépare peu à peu l'attentat de mai 1981 qui aurait été mis sur pied par cinq directions de l'espionnage et du contre-espionnage est-allemand et par Moscou. Les auteurs affirment (mais sans preuve ni référence) que « Gorbatchev, derrière et avec Andropov, est de ceux qui ont voté la mort de Jean-Paul II, car un vote est obligatoire dans le cas où Moscou

décide la liquidation physique d'un défecteur ou d'un opposant » [p. 144].

Rumeurs, intox et secrets sur l'attentat du 13 mai

Le 13 mai 1981 à 17h17, Mehmet Ali Agca sort de sa veste un browning 9mm et tire sur le pape. Les époux Villemarest éclairent cet attentat en détaillant la vie internationale entre mai et décembre 1981, et surtout l'évolution de la situation en Pologne. Ils s'attardent également sur les différentes pressions morales exercées sur le pape, visant à freiner son action pastorale et son soutien à la Pologne, alors en état de siège.

L'infiltration de la Garde suisse

Les auteurs s'intéressent ensuite à l'assassinat du commandant Estermann (de la Garde suisse du Vatican), de son épouse et du vice caporal Cédric Tornay, le 4 mai 1998. Selon la thèse officielle, ce dernier aurait tué le couple avant de se suicider, déçu de ne pas avoir reçu la médaille du mérite qu'il espérait. Mais plusieurs indices montrent qu'il s'agit d'un montage. De plus, les enquêtes postérieures prouvent avec certitude que Aloïs Estermann était depuis longtemps un agent soviétique. Recruté par le KGB (remplacé en 1989 par le GRU) avant 1977, Estermann est un infiltré dans la garde suisse. Mais qui a donc assassiné ces trois personnes ? Les Villemarest y reconnaissent les techniques des services soviétiques dans une opération de balayage. Les

« balayeurs » sont des « fonctionnaires de la mort » qui étudient les moyens de tuer sans que personne ne puisse remonter à la source. Les époux Estermann auraient donc été assassinés par le GRU car un Russe, nommé Cherebine, venait de signaler au Vatican qu'Estermann travaillait pour ce service. Quant à Tornay, il se serait trouvé au mauvais endroit au mauvais moment.

Le crime organisé dans Rome

Après la Seconde Guerre mondiale, l'infiltration et la déstabilisation de l'Église catholique n'ont pas été l'objectif du seul KGB, mais aussi des sociétés secrètes supérieures, et de la mafia qui cherche à se rendre maître des finances du Vatican. Un des infiltrés de la mafia, Michele Sindona, devint l'ami de Mgr Montini, alors archevêque de Milan. Parce que le Vatican y a des parts, Sindona a racheté plusieurs banques où siège Mgr Marcinkus, qui devient membre à part entière de la société au sein de laquelle Sindona avait logé ses différentes embrouilles financières. Montini, devenu Paul VI, fait de Sindona le gestionnaire unique du patrimoine de saint Pierre. Cependant, accusé de participer à un trafic international de stupéfiants, Sindona est emprisonné. Il décide de se venger et rédige une liste d'une centaine d'affiliés de la Loge P2 : ses révélations font tomber le gouvernement de Forlani. C'en est trop. Un matin de mars, un gardien lui apporte son café dans sa cellule, une

gorgée suffit : strychnine. Il n'y aura pas d'enquête.

Derrière Sindona se profile Gelli, grand maître de la loge P2 qui compte à cette date 1720 initiés recrutés dans une douzaine de pays, et derrière lui, le KGB et le GRU. Gelli, qui se nommait lui même un « savant marionnettiste » [p. 204], avait des relations très étroites avec le KGB, tout spécialement avec l'appareil arménien de Moscou, qui possédait des bases et des protections en Bulgarie. Ainsi, des Bulgares furent postés à Rome pour seconder la pénétration de l'entourage papal sous les pontificats de Paul VI et Jean-Paul II.

L'affaire Calvi et l'internationale des mafias

Le successeur de Michele Sindona aux finances du Vatican est Roberto Calvi. Cet homme, pourtant recruté dans la P2 par Michele Sindona et Licio Gelli, perd la confiance de celui-ci. Il n'a pas non plus celle du KGB ni du GRU. Il est donc entraîné dans un processus d'apparence purement administratif, mais qui le transforme en victime.

Ainsi, le 18 juin 1982, son corps est retrouvé pendu sous un pont de Londres. Il a sur lui 15 000 \$, quatre paires de lunettes, deux mallettes accrochées à son corps. Or ce même Calvi, écrivait au cardinal Palazzini, le 30 mai 1982 : « A l'intérieur même du Vatican existe un complot qui, de mèche avec les forces laïques, anti-cléricales nationales et internationales, vise à modifier l'ordre actuel des pouvoirs à l'intérieur de l'Église. Le cardinal Casaroli et Mgr Silvestrini

sont complices, et cela est prouvé, entre autres choses, par le partage d'une série de commissions sur les opérations effectuées par Sindona. Moi-même, je pourrais indiquer, si vous le désirez, les lieux et circonstances dans lesquels se sont déroulés ces partages, l'importance des sommes, les numéros des comptes courants... » [p. 239-240]. Calvi est aux abois et n'a plus rien à perdre quand il écrit cette lettre qui est son ultime espoir de voir l'Église reconnaître qu'il a « développé une intense activité bancaire dans l'intérêt de la politique vaticane, dans toute l'Amérique Latine, en Pologne et dans d'autres pays de l'Est » [autre passage de la lettre p. 240]. En réalité, Calvi signe la son arrêt de mort, car il ne fait aucun doute qu'avant lui, puis avec lui lorsqu'il a pris la succession de Sindona, les tractations à l'étranger de la banque qu'il dirigeait ont contribué à laver des fonds de la mafia italienne. Mais la mort de Calvi serait également à relier avec l'orage qui couve en Pologne et les rapports des différents États avec les pays de l'Est : peu avant sa mort, et sur la demande de Paul Marcinkus, Calvi avait fait déposer vingt millions de dollars à la résistance polonaise...

La Résistance polonaise

Danièle et Pierre de Villemarest relatent la concurrence effrénée qui a opposé les services soviétiques à ceux des États-Unis, dans les années 1980, avec la Pologne pour terrain d'exercice, et la pénétration du Vatican pour ultime objectif de la part de Moscou. C'est en Pologne et au Vati-

can qu'après 1979 se joue pratiquement l'avenir du communisme soviétique. Ainsi, Jean-Paul II aurait mené contre le communisme un combat « à la polonaise », c'est-à-dire sans s'opposer ouvertement, mais sans cesser d'affirmer et de défendre les valeurs culturelles et nationales qui caractérisent l'Église de Pologne depuis un millénaire. Cependant, les Villemarest apportent quelques nuances à cette présentation de Jean-Paul II. Même s'ils refusent de le juger, ils montrent bien qu'il n'a rien fait pour éjecter les taupes de Moscou. Ils considèrent malgré tout que Wojtyła, à l'égal de Wyszynski, a lutté efficacement contre le communisme.

Compromissions occidentales

En Pologne, Moscou aurait préféré une confrontation armée, qui aurait pu donner lieu à un conflit mondial. C'est en acceptant des accommodements que le pape aurait évité cette guerre. Cela a pu se faire parce que l'Ouest se satisfaisait de gouvernements unissant communistes et non-communistes : fidèles à la doctrine fabienne, les libéraux et les mondialistes ne voulaient pas la défaite du communisme, mais seulement la chute du stalinisme. Quant à Gorbatchev, financé par les fondations américaines Rockefeller, Carnegie et autres permanents de la Trilatérale – qui le font passer pour l'artisan du dégel et le fondateur d'un communisme à visage humain –, il était en réalité, avant d'apparaître sur le devant de la scène, le secrétaire général de l'« Administration des Organes »

(une entité peu connue supervisant l'ensemble des services secrets soviétiques) et par conséquent celui qui sait tout et commande tout.

Gloria Olivæ

A partir des années 1960, les penseurs de certaines loges maçonniques deviennent le fer de lance d'une nouvelle idéologie « humaniste », visant à couvrir une entente entre Américains et soviétiques. En 1986, se tient à Paris un Congrès Mondial des Humanistes qui se penche sur les rapports Est-Ouest. Une délégation du Vatican y participe, alors que cet « humanisme » couvre de son manteau la conjonction des efforts soviétiques et des complices occidentaux de l'URSS contre l'Église catholique romaine.

Le dernier chapitre du livre relate, entre autres, que de 1969 à 1989, les services secrets est-allemands (Stasi) disposaient au sein du Vatican de plusieurs informateurs permanents. De même, 15 % du clergé polonais ont été pénétrés, manipulés et utilisés par la police politique. Ces 3 500 prélats ne sont pas tous devenus des agents de Moscou, mais, une fois tombés dans les rets des services spécialisés, ne disposaient plus d'aucune liberté.

Conclusion

L'ouvrage des Villemarest est loin de dresser un tableau complet des infiltrations communistes dans

l'Église, mais il aide à en percevoir l'importance ¹.

Les auteurs concluent leur livre en écrivant : « Dans ce bouleversement, l'Église de Rome reste lumière de vie d'espérance en la paix » [282]. Il est certain que la Rome éternelle reste lumière de vie et d'espérance, mais la Rome conciliaire, depuis le fameux pacte de Metz, s'est bien compromise avec le communisme, qu'elle ne considérait d'ailleurs plus comme « intrinsèquement pervers », mais seulement comme devant être imprégné des sacro-saints Droits de l'Homme. Oubliant les demandes de Fatima, elle a cherché à le contenir par une politique purement humaine. Vingt ans après la « chute du mur de Berlin », on en voit les résultats. Le communisme, prétendument vaincu, demeure à l'état d'idéologie diffuse dans tout

1 — Ce n'est pas seulement à Rome ou en Pologne que les communistes se sont employés à infiltrer l'Église, mais, semble-t-il, dans tout le monde chrétien. Aux États-Unis, les anciens communistes Bella DODD et Douglas HYDE ont témoigné du fait (« Dans les années 1930, nous avons poussé 1100 hommes à entrer dans les séminaires pour détruire l'Église de l'intérieur »). En France, les anciens communistes Henri BARBÉ (1901-1966) et Albert VASSART (1898-1958) ont fait de même. On peut y ajouter, entre autres, le témoignage de Jean-Pierre DICKÈS sur le groupe « Morsang » au séminaire d'Issy-les-Moulineaux (dans *La Blessure*, Étampes, 1998, ch. 17) ou celui du père RZEWUSKI O.P. qui découvrit en 1946 qu'un de ses novices dominicains était militant communiste. Ces tentatives d'infiltration sont encore confirmées par l'ex-officier du KGB Anatoliy Golitsyn. (Voir *Le Sel de la terre* 27, p. 188-190 ; *Itinéraires* 227, p. 151 ; *Catholic Family News*, août 1991.) — De ces événements, Marie CARRÉ a tiré un roman célèbre : *ES 1025, ou les mémoires d'un anti-apôtre*, Chiré-en-Montreuil, Éditions de Chiré, 1978.

l'Occident. On peine à croire que ce soit là le « temps de paix » promis par la sainte Vierge après la conversion de la Russie.

Philippe de Longsault

— VILLEMAREST Danièle et Pierre, *Le KGB au cœur du Vatican*, Versailles, Éditions de Paris, 2006, 325 pages.



☞ *L'accord de Metz*
Ou pourquoi notre Mère fut muette

Si un homme a combattu, en France, la subversion communiste dans l'Église, c'est assurément Jean Madiran. C'est précisément dans cette intention de résistance au communisme qu'il fonda, en 1956, la revue *Itinéraires*. Son dernier livre revient sur le sujet, et plus précisément sur un épisode dont *Itinéraires* avait déjà largement parlé : l'accord secret entre Rome et Moscou, conclu à Metz en 1962. Pour obtenir la venue au concile Vatican II de représentants des schismatiques russes, l'Église catholique s'engageait à ne pas y attaquer le communisme.

Et de fait, malgré une pétition signée par 454 pères conciliaires – et portée par Mgr Lefebvre au secrétariat du Concile –, Vatican II n'a pas condamné le communisme. Après coup, le silence perdura : « l'interdit s'est incrusté dans les diocèses, dans les journaux et revues, dans les instituts et conférences d'intellectuels catholiques : plus de condamnations, plus d'attaques verbales, plus de critiques explicites contre le commu-

nisme nommément désigné » [p. 54-55].

La brochure de Jean Madiran fournit une bonne synthèse historique sur ce sujet, et c'est son principal intérêt. Il faut toutefois noter que, selon Jean Madiran, la profonde connaissance du communisme qui était celle de Jean-Paul II aurait permis de mettre un terme à cette funeste politique du silence :

Puisque Jean-Paul II ne peut combattre le communisme en paroles, il va le faire en suscitant un énorme spectacle populaire dont, homme de théâtre, il est le chef d'orchestre. [...] En se rendant sur place [en Pologne] avec une tranquille assurance, le pape manifeste une impressionnante présence réelle et en soulevant des foules enthousiastes, il suscite une massive espérance mobilisatrice. De Pologne cette espérance gagne toute l'Europe annexée. Les communistes n'y comprennent rien mais en constatent peu à peu les puissants effets. Ils décident alors de riposter par l'attentat du 13 mai 1981. [...] Jean-Paul II, dès son premier voyage en

Pologne, a provoqué une fissure décisive dans la domination du Kremlin sur une moitié de l'Europe. Il est le hardi sagittaire dont la flèche est au flanc de l'empire soviétique abattu [p. 55-56].

Jean-Paul II vainqueur du communisme ?

On a reconnu la thèse reprise par tous les journaux et les agences de presse lors du décès de Jean-Paul II : celle du pape « tombeur du communisme ¹ ». Pourtant, malgré l'unanimité médiatique dont elle jouit, cette thèse souffre, dès qu'on la regarde de près, d'un certain nombre de fissures. Jean Madiran est trop fin pour ne pas s'en être aperçu.

1) D'abord, Jean-Paul II a observé sur le communisme exactement la même discrétion que ses prédécesseurs Jean XXIII et Paul VI. L'ostpolitik du silence a continué plus que jamais. Madiran excuse ce silence en expliquant que Jean-Paul II était tenu par l'engagement de ses prédécesseurs. Mais tout enfant ayant suivi quelques années de (bon) catéchisme sait qu'on n'est jamais tenu d'accomplir un mauvais serment. *A fortiori* si on ne l'a pas prêté soi-même. Et plus encore si l'engagement en question valait seulement pour une époque donnée (le temps du Concile), achevée depuis longtemps. On a beau écarquiller les yeux, on ne voit guère ce qui permet d'être si sévère sur le silence de Jean XXIII et Paul VI et si indulgent sur celui de Jean-Paul II.

1 — Dépêche de l'Agence France-Presse du 13 avril 2005.

2) A défaut de condamner le communisme en paroles, Jean-Paul II l'aurait détruit par ses voyages. Mais cette hypothèse se heurte aux affirmations de Jean-Paul II lui-même, selon qui « le communisme est tombé *tout seul*, à cause de sa faiblesse immanente ² ».

Un commentateur bienveillant pourrait voir dans cette affirmation une formule d'humilité par laquelle le pape polonais aurait cherché à dissimuler modestement son rôle dans une importante affaire. Mais le contexte dément cette interprétation bénigne. Car il ne s'agit pas, dans ce passage, de la personne du pape. Ce n'est pas son propre rôle que Jean-Paul II s'emploie à diminuer en invoquant la « faiblesse immanente » du communisme, mais celui de Dieu lui-même.

Alors que l'humilité tend à insister sur le fait que tout bien vient de Dieu, Jean-Paul II tend plutôt à dire que Dieu n'a pas eu grand chose à faire dans ce combat (ni, semble-t-il, Notre-Dame de Fatima). Lisons bien :

Il serait simpliste de prétendre que l'effondrement du communisme a été provoqué par l'intervention directe de la divine Providence [...] Le communisme est tombé *tout seul*, à cause de sa faiblesse immanente.

3) Bien sûr, la chute d'un édifice vermoulu peut être hâtée par différents facteurs. L'élection d'un pape polonais a sans doute contribué à renforcer certains de ces facteurs

2 — JEAN-PAUL II, *Entrez dans l'espérance*, Paris, Plon-Mame, 1994, p. 204. — Pour une critique de cette vision du communisme tombant « tout seul », voir Pascal BERNARDIN, dans *Le Sel de la terre* 53, p. 332.

(notamment la résistance populaire en Pologne). Il demeure que, face à un ennemi en état d'auto-décomposition (réelle ou apparente, puisqu'il existe aussi des ruses de guerre), la valeur d'un chef d'armée se mesure à sa capacité à profiter intelligemment de la faiblesse de l'adversaire.

Car il est mille façons de perdre une guerre pourtant déjà perdue par l'adversaire. On peut se laisser soi-même ensevelir sous les débris de la forteresse à détruire. S'épuiser dans la poursuite de fuyards qui semblent s'évanouir. Se laisser contaminer par la peste qui a abattu l'armée d'en face. S'abandonner aux délices de Capoue pendant que l'ennemi se recompose. Se faire trahir par ses prétendus alliés et dépouiller par eux du fruit de la victoire. Se laisser surprendre par l'hiver dans les vastes plaines de la Russie, loin au-delà de la Bérézina. Etc.

Le vrai vainqueur d'une guerre, c'est celui à qui la victoire profite. La question est donc posée : est-ce le catholicisme, la foi en Notre-Seigneur Jésus-Christ et la soumission à son doux règne qui sont les grands bénéficiaires de la chute du mur de Berlin ?

Puisque le système communiste des pays de l'Est était de toute manière en état de faillite (il ne survivait que grâce à l'aide des pays capitalistes !), Jean-Paul II a-t-il su profiter de l'occasion pour étendre le règne du Christ-Roi ?

4) Et d'ailleurs, Jean-Paul II était-il un ennemi résolu du communisme (« intrinsèquement pervers ») ?

On accordera volontiers qu'il n'approuvait pas tout ce qui se passait à l'Est – et que la domination de

la Pologne par la Russie ne devait pas trop lui plaire. Mais réproouvait-il seulement les « excès » du système communiste, ou le communisme lui-même ?

Si l'on veut tenir la deuxième hypothèse, on est obligé de dire que Karol Wojtyła a remarquablement caché son jeu, au moins jusqu'à son élection comme souverain pontife.

Sa nomination au siège métropolitain de Cracovie semble bien due, en effet, à l'appui communiste. Le nom de Mgr Wojtyła se trouvait à la dernière place de la liste de six noms présentée en 1963 par le cardinal Wyszyński aux autorités politiques. « Cela pouvait être considéré comme une relégation – souligne Jan Grootaers. Si les fonctionnaires du parti donnèrent un appui décisif à ce candidat, selon toute apparence "non éligible", c'était bien dans l'espoir d'opposer le siège de Cracovie à celui de Varsovie et de créer enfin une scission dans un épiscopat qui avait toujours présenté un front uni au régime ¹. »

Jean Madiran rapporte lui-même que « Jean-Paul II devient pape à la fin de l'année 1978 avec un handicap qui sera aussi un atout : la presse communiste mondiale lui est aussi favorable qu'elle l'a été pour ses prédécesseurs Jean XXIII et Paul VI » [p. 53]. Logiquement, cela veut dire qu'il n'a pas déçu le pouvoir communiste comme archevêque de Cracovie...

Les choses changent-elles après l'élection au souverain pontificat ?

1 — Jan GROOTAERS, *Actes et Acteurs à Vatican II*, Louvain, Presses Universitaires de Louvain, 1998, p. 127-128.

Madiran affirme que l'attentat du 13 mai 1981 a été programmé par le Kremlin « quand il a pris conscience du danger et compris que Jean-Paul II était le plus redoutable et le plus déterminé opposant à la domination soviétique ». Mais, outre qu'il n'est pas vraiment prouvé, à ce jour, que l'attentat de 1981 vint de Moscou ¹, le Kremlin pouvait fort bien trouver gênantes les initiatives de Jean-Paul II sans que celui-ci soit pour autant un adversaire résolu du régime.

On apprend, page 56, que, après l'attentat manqué, « la presse communiste mondiale reçoit l'ordre de ressortir contre le pape le prêt-à-porter diffamateur rabâchant les accusations polyvalentes d'intégrisme, de racisme, d'obscurantisme », mais aucune référence n'est fournie. On ne comprend d'ailleurs pas bien pourquoi cette consigne n'aurait été donnée qu'après l'attentat. Serait-ce parce que le Kremlin, préparant celui-ci, ne voulait pas attirer l'attention ? Mais

1 — « Il ne fait aucun doute que le KGB aurait été très heureux de la mort du pape. Néanmoins il n'existe pas la moindre trace, dans les archives examinées par Mitrokhin de son implication dans l'attentat. » Christopher ANDREW, *L'Archivio Mitrokhin, le attività segrete del KGB in Occidente*, extraits publiés dans le magazine *30 jours*, n°2, 2003, p. 37. — « Ni l'enquête commandée en 1990 par le nouveau président de la Bulgarie, l'édissident Jelio Jeliev, ni l'investigation menée à Moscou par l'ex-contestataire Vladimir Boukovski lors de l'ouverture des archives soviétiques en 1992, ni les enquêtes menées par plusieurs commissions internationales n'ont permis de trouver la moindre preuve de l'implication du KGB dans la tentative d'assassinat contre le pape. » Bernard LECOMTE, *Le Pape qui fit chuter Lénine*, Tours, CLD éditions, 2007, p. 160.

en ce cas, pourquoi se découvrir immédiatement après l'attentat raté ?

Jean-Paul II et Gorbatchev

En 1992, dans un article paru sous le titre « Le pape Wojtyla », Gorbatchev se déclarait en parfaite harmonie avec le pape : « Je pourrai dire qu'auprès de lui [Jean-Paul II], j'ai découvert et compris le rôle du pape dans la création de ce qu'on a nommé ensuite la nouvelle poussée politique. Je n'ai aucune difficulté à admettre que dans ses discours j'étais d'accord avec beaucoup de ses idées. Et ceci confirme une sorte de *syntonie*, cette proximité dont j'ai à peine parlé : ces idées étaient très semblables à nos idées [...]. Il y a entre nous un profond sentiment de sympathie [...] il y a surtout volonté de compléter et de poursuivre quelque chose que nous avons créé ensemble ². »

Jean-Paul II déclarait de son côté, en 1991, à propos de Gorbatchev : « J'ai particulièrement apprécié la volonté sincère qui le guidait et l'inspiration noble qui l'animait pour la défense des Droits de l'Homme et de la dignité, de même que son engagement pour le bien-être de son pays et de la communauté internationale ³. »

Jean Madiran écrivait à l'époque, dans *Présent* :

2 — La *Stampa* du 3 mars 1992. Article repris et commenté par Adrien LOUBIER dans la revue *Sous la Bannière*, n°40, mars-avril 1992.

3 — Rapporté par Névine SARMENT, « Jean-Paul II regrette Gorbatchev », *Présent*, 22 août 1991, p. 4.

« Si l'on fait ce que je demande, a dit Notre-Dame de Fatima, la Russie se convertira ». Mais à quoi ? A « la démocratie » ? C'est ce que l'on semble penser aujourd'hui. Interprétation extrêmement improbable ¹.

La remarque était judicieuse. Mais on n'a jamais eu l'impression que le « pape des Droits de l'homme » envisage pour la Russie une autre conversion que celle à la démocratie.

Et Fatima ?

Curieusement, l'ouvrage sur *Le Pacte de Metz* ne dit pas un mot de Fatima. Or la sainte Vierge y parlait, non précisément du système communiste, mais des « erreurs de la Russie ». Elle y annonçait non pas la chute de ce système, mais « la conversion de la Russie ». Et là est bien le problème. Car si le régime communiste qui opprimait l'Europe de l'Est est mort (« tombé tout seul, à cause de sa faiblesse immanente »), alors, c'est son cadavre qui continue à empester et empoisonner l'Occident. En tout cas, les « erreurs de la Russie » sont plus vivaces et plus répandues que jamais ². Elles n'ont jamais été dénoncées et combattues méthodiquement par ce pape dont on veut faire, *post mortem*, le vainqueur du communisme. Pire encore, l'arme des Droits de l'Homme, avec laquelle il aurait, dit-on, abattu le monstre moscovite, se révèle de plus en plus dangereuse

pour la civilisation chrétienne, et étrangement voisine de l'idéologie communiste elle-même, lorsqu'elle sert à imposer dans nos sociétés l'athéisme social (en même temps que l'ouverture à l'islam), le divorce (en même temps que le regroupement familial des immigrés musulmans), l'avorte-ment et l'euthanasie (en même temps que l'interdiction de la peine de mort pour les criminels), la pornographie, la sodomie, et, en définitive, la ruine de toute autorité naturelle.

On dit parfois d'un travail irrémédiablement bâclé qu'il n'est finalement « ni fait ni à faire ». La fameuse « victoire sur le communisme » qu'on attribue à Jean-Paul II donne la même impression : la centrale nucléaire du communisme soviétique est en ruines, et l'on s'en réjouit bruyamment, mais les déchets radioactifs n'ont pas été enterrés, et ils sont désormais à l'air libre. Autrefois concentrée en un point précis, la menace est aujourd'hui devenue diffuse et universelle. Défait économiquement et politiquement, le communisme n'a pas été réellement vaincu ni discrédité intellectuellement et moralement.

En définitive, le silence de Jean-Paul II au moment même où s'écroulait le régime soviétique est peut-être plus terrible encore, et plus nocif à long terme, que celui de Jean XXIII et Paul VI. Ceux-ci avaient au moins le prétexte des chrétiens persécutés à protéger. (Mauvais prétexte, assurément, puisque le communisme était d'autant plus cruel et persécuteur qu'on taisait davantage ses méfaits. Mais prétexte tout de même.) Le

1 — Jean MADIRAN, *Présent*, 22 août 1991, p. 4.

2 — Sur cette permanence des « erreurs de la Russie, voir notamment l'article de Pascal BERNARDIN dans *Le Sel de la terre* 53, p. 332-349.

silence de Jean-Paul II, au moment où s'écroulait le mur de Berlin, a plongé le monde entier dans le plus effroyable chaos mental. S'il était un moment opportun pour rappeler solennellement les principes chrétiens du droit et de la politique, et dénoncer clairement les principes révolutionnaires ayant mené aux atrocités communistes, c'était bien celui-là. Rien ne fut fait. L'idole Démocratie fut encensée plus que jamais.

« Et le dernier état [*de ce monde*] devint pire que le premier » (Mt 12, 45).

Effroyable gâchis, dont il devient de plus en plus clair que seule Notre-Dame de Fatima pourra nous sauver.

Philippe de Longsault

— MADIRAN Jean, *L'accord de Metz, ou pourquoi notre Mère fut muette*, Versailles, Via Romana, 2006, 78 pages.



👉 *Le pape qui fit chuter Lénine*

Né en 1949, journaliste et écrivain, diplômé de l'Institut national des langues et civilisations orientales et de l'Institut d'études politiques de Paris, Bernard Lecomte a publié plusieurs ouvrages consacrés à l'Europe de l'Est et au Vatican. Son dernier livre, publié en février 2007, *Le pape qui fit chuter Lénine*, est la nouvelle édition enrichie de *La Vérité l'emportera toujours sur le mensonge*, publié en 1991 chez J.-C. Lattès.

Tout à la louange du pape des Droits de l'Homme, l'ouvrage tente de montrer son rôle dans l'effondrement des régimes communistes d'Europe de l'Est. Travail de journaliste plus que d'historien, il s'appuie principalement sur des entretiens avec des acteurs du jeu social de l'époque et des articles de journaux

parus dans *L'Express*, *Paris-Match*, *Le Monde*, *l'Osservatore Romano* ou *Science et Religions*. Nulle trace de recherches en archives, peu de réflexion sur les vraies causes des événements relatés, mais beaucoup d'anecdotes, racontées dans un style très journalistique. L'auteur semble procéder par flashes successifs, comme dans un reportage télévisé. La thèse qu'il défend (Jean-Paul II aurait été l'acteur principal de la chute des régimes communistes) n'est pas appuyée sur une analyse méthodique qui satisferait l'intelligence, mais imposée peu à peu à l'imagination et la sensibilité du lecteur, à coup d'images-choc et de descriptions émouvantes. Même dans les pays où l'influence du pape a été très faible (Allemagne de l'Est ou Roumanie, par exemple), l'auteur

essaie de relier la perte de pouvoir du parti communiste à l'action de Jean-Paul II. A force de parler de celui-ci à toutes les pages, sans jamais évoquer – sinon pour les minimiser¹ – les autres facteurs ayant amené la chute du mur de Berlin, l'auteur réussit, évidemment, à donner le beau rôle à son héros.

L'ouvrage n'est pourtant pas sans mérite. Il montre le caractère souvent catastrophique de l'« Ostpolitik » menée par Paul VI (p. 57-68, 256-259, etc.) ; il est lucide sur les intentions de Gorbatchev, qui n'entendait aucunement liquider le socialisme, mais seulement le rénover. Et tout en exagérant démesurément son rôle, il fournit, malgré tout, un portrait intéressant de Jean-Paul II.

Le pape des Droits de l'Homme

Jean-Paul II rompt, d'une certaine manière, avec l'Ostpolitik de Paul VI (p. 69-74) Mais pour la remplacer par quoi ? Par la stratégie des Droits de l'homme. « Sur ce thème des Droits de l'Homme, on n'en finirait pas de citer l'archevêque Karol Wojtyła. » [p. 197] Jean-Paul II explique

1 — L'action de Reagan est ainsi minimisée (p. 13). — L'auteur cherche également à faire croire que, jusqu'à l'avènement de Jean-Paul II, le Kremlin se désintéressait souverainement du monde catholique, qui n'avait rien pour l'inquiéter (p. 322). Les efforts déployés pour infiltrer l'Église prouvent bien le contraire ! — Quant à Fatima, l'auteur ironise sur ceux qui veulent expliquer la chute du mur de Berlin « par la main de Dieu le Père, l'influence de la Sainte Vierge ou le souffle de l'Esprit saint... » (p. 12).

d'ailleurs sa conception de l'homme dans sa première encyclique, *Redemptor hominis*. Pour lui, l'homme est la valeur suprême : « L'homme dans la pleine vérité de son existence, de son être personnel, et en même temps de son être communautaire et social. Cet homme est la première route que l'Église doit parcourir dans l'accomplissement de sa mission...² »

Stefan Wilkanowicz, directeur de la revue *Znak*, confie à l'auteur du livre : « Avant, le Saint-Siège visait des buts pastoraux grâce à la diplomatie. Jean-Paul vise des buts diplomatiques grâce à l'action pastorale. Au lieu d'agir sur les États pour toucher les peuples et les hommes, il cherche à agir sur les peuples et les hommes pour toucher les États : il inverse simplement l'ordre des facteurs³ ». Nous pourrions ajouter qu'il inverse également l'ordre naturel des choses. Mais n'est-ce pas la conséquence d'une autre inversion, qui consiste à mettre l'homme au centre de tout ?

Ainsi, « chaque mercredi, à 11 heures, le Saint-Père reçoit en "audience générale" les pèlerins venus le voir des quatre coins du monde. [...] En 1982-1983, il ajoutait, chaque mercredi, une courte homélie à la gloire du dialogue et des Droits de l'Homme bafoués dans son pays natal » [p. 80-81]. De même, Jean-Paul II affirme que « le système communiste s'est effondré à cause de tous les péchés qu'il a commis envers l'homme » [p. 200]. L'homme,

2 — *Redemptor hominis*, Cerf, 1979.

3 — Stefan WILKANOWICZ, entretien avec l'auteur, Rome, 8 février 1990.

l'homme, toujours l'homme. Où est Jésus-Christ ?

Bernard Lecomte montre au passage, que Jean-Paul II ne fut jamais un anti-communiste de principe. Le pape polonais n'hésite pas à encourager un colloque entre chrétiens et marxistes, en 1986, à Budapest [p.262-263]. Lors de son troisième voyage en Pologne en 1987, il « donne des assurances de reconnaissance diplomatique du régime polonais par le Vatican. On l'entendra même vanter, au cours de son périple, "le respect de la raison d'État, l'acceptation des principes socialistes de l'État..." » [p. 188]

Si Bernard Lecomte veut présenter Jean-Paul II comme un grand politique doublé d'un fin diplomate, il laisse surtout apparaître, malgré

lui, l'effrayante faiblesse des convictions sur laquelle ce pape fondait son action. Les Droits de l'Homme sont bel et bien la base de toute sa pensée. On peut même dire qu'ils sont la religion de Jean-Paul II. Cela aperçu, le ton à la fois victorieux et guilleret avec lequel l'auteur retrace la chute de chacun des régimes communistes laisse de glace. Car nous ne voyons que trop clairement, vingt ans après la chute du mur de Berlin, où mènent ces fameux Droits de l'Homme.

Philippe de Longsault

— LECOMTE Bernard, *Le pape qui fit chuter Lénine*, Tours, Éditions CLD, 2007, 420 pages.



LE SEL DE LA TERRE

Donner le goût de la sagesse chrétienne

*Revue trimestrielle
de formation catholique*



Maintenir et conserver la saveur du sel de la doctrine quand tout autour devient insipide par la suite de l'abandon de Dieu, c'est le défi que la revue s'impose par son nom même. Le *Sel de la terre* vous offre tous les trois mois des articles simples, diversifiés, adaptés et d'une sûreté doctrinale éprouvée afin de nourrir votre vie spirituelle.

- **Simple**, le *Sel de la terre* ne requiert de ses lecteurs **aucun niveau spécial de connaissance** ; il s'adresse à tout catholique qui veut approfondir sa foi.
- **Diversifié**, le *Sel de la terre* propose à tous une **formation catholique vraiment complète** : études doctrinales et apologétiques, spiritualité et Écriture sainte, histoire et arts de la civilisation chrétienne viennent tour à tour nourrir votre intelligence.
- **Adapté**, le *Sel de la terre* présente les vérités religieuses **les plus utiles** à notre temps et dénonce les erreurs qui menacent aujourd'hui les intelligences.
- **Traditionnel**, le *Sel de la terre* est publié sous la responsabilité d'une communauté dominicaine qui se place **sous le patronage de saint Thomas d'Aquin**, pour la sûreté de la doctrine et la clarté de l'expression.

Cet article vous a plu ?

Vous pouvez :

[Vous
abonner](#)

[Découvrir
notre site](#)

[Faire
un don](#)

Trouvez plus de 1000 articles en accès libre !